

Vu le décret n° 850/PR/MENJSCF du 28 juillet 1995 portant habilitation à fonder un établissement d'enseignement privé secondaire;  
 Vu le décret n° 1200/PR/MENCF du 30 septembre 1997 accordant habilitation à ouvrir un établissement privé secondaire;  
 Le Conseil d'État consulté;  
 Le conseil des ministres entendu;

Décète :

**Article 1<sup>er</sup> .-** Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 21 de la loi n° 21/84 du 29 décembre 1984 susvisée, porte reconnaissance d'utilité publique d'un établissement privé laïc d'enseignement secondaire.

**Article 2 .-** Est reconnu d'utilité publique l'établissement privé laïc dénommé complexe scolaire " La vision ", sis à Mbigou, quartier Mouguembe, 6, boîte postale 34.

**Article 3 .-** Conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 21/84 du 29 décembre 1984 susvisée, le complexe scolaire " La vision " bénéficie de l'aide de l'État.

**Article 4 .-** Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 17 mars 2003

El Hadj Omar Bongo

*Par le président de la République, chef de l'État,  
 Le premier ministre, chef du gouvernement,*

Jean-François Ntoutoume Emame

*Le ministre de l'éducation nationale*  
 Daniel Ona Ondo

*Le ministre d'État, ministre de l'économie,  
 des finances, du budget et de la privatisation*

Paul Toungui

**Décret n° 224/PR/MEN**  
 du 17 mars 2003

*portant modification de certaines dispositions du décret n° 1026/PR/MSPP du 31 octobre 2000 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité consultatif sida*

Le président de la République, chef de l'État,

Vu la Constitution,

Vu le décret n° 128/PR du 27 janvier 2002 fixant la composition du gouvernement de la République;

Vu l'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 portant orientation de la politique de la santé en République gabonaise;

Vu le décret n° 1158/PR/MSPP du 4 septembre 1997 fixant les attributions et l'organisation du ministère de la santé publique et de la population;

Vu le décret n° 1026/PR/MSPP du 31 octobre 2000 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité consultatif sida;

Le Conseil d'État consulté;

Le conseil des ministres entendu;

Décète :

**Article 1<sup>er</sup> .-** Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 98 de l'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 susvisée, porte modification de certaines dispositions du décret n° 1026/PR/MSPP du 31 octobre 2000 susvisé.

**Article 2 .-** Il est ajouté aux organes composant le comité consultatif sida, prévus par le décret n° 1026/PR/MSPP du 31 octobre 2000 susvisé, un organe supplémentaire dénommé comité de coordination fonds mondial, en abrégé : CCMF.

Le comité de coordination fonds mondial a pour mission de planifier, administrer, coordonner et, le cas échéant, exécuter les actions financées en totalité ou en partie par le fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en abrégé : FMLSTP.

**Article 3 .-** Le comité de coordination fonds mondial est présidé par le ministre chargé de la santé publique.

Il comprend, outre les membres du comité consultatif sida, les membres suivants désignés par les autorités ou les organisations dont ils relèvent :

- un représentant du groupe thématique Onusi-da,
- le représentant de l'Organisation mondiale de la santé,
- un représentant des instances qualifiées de l'Union européenne,
- un représentant de chaque organisme de coopération bilatérale participant de façon significative à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Gabon,
- un représentant de la confédération patronale gabonaise,
- un représentant du Conseil économique et social.

**Article 4 .-** Le comité de coordination fonds mondial propose au fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et adopte, en fonction des recommandations et demandes de celui-ci, les procédures administratives, financières et comptables permettant d'assurer, dans les meilleures conditions, la réception, l'attribution et la gestion des subventions reçues de cet organisme.

**Article 5 .-** Les règles de fonctionnement prévues par le décret n° 1026/PR/MSPP du 31 octobre 2000 susvisé sont applicables au comité de coordination fonds mondial.

**Article 6 .-** Les crédits nécessaires au fonctionnement du comité de coordination fonds mondial sont inclus dans les dotations allouées au comité consultatif sida.

**Article 7 .-** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 8 .-** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 17 mars 2003

El Hadj Omar Bongo

*Par le président de la République, chef de l'État,*

*Le premier ministre, chef du gouvernement,*

Jean-François Ntoutoume Emame

*Le ministre de la santé publique*

Faustin Boukoubi

*Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères,  
 de la coopération et de la francophonie*

Jean Ping

*Le ministre de la solidarité nationale,  
 des affaires sociales et du bien-être*

André Mba Obame

*Le ministre de l'enseignement supérieur,  
 de la recherche et de l'innovation technologique*

Vincent Moulengui Boukossou

*Le ministre d'État, ministre de l'économie,  
 des finances, du budget et de la privatisation*

Paul Toungui

## ANNONCES LÉGALES

**FFA JURIDIQUE ET FISCAL**  
 B.P. 1013 - Libreville - Tél. 74.21.68

**" CFAO TECHNOLOGIES "**

Société anonyme

avec conseil d'administration

au capital de 10.000.000 de francs CFA

Siège social : zone industrielle d'Oloumi

LIBREVILLE, B.P. 2181

R.C.C.M. LIBREVILLE n° 2003 B 02369

NIF : 782 094/R

Aux termes d'un acte reçu par Maître Guy TCHICOT, notaire à Libreville, le 3 février 2003, il a été constitué une société anonyme, ayant pour dénomination sociale : " CFAO TECHNOLOGIES ".

Le capital de la société est fixé à 10.000.000 de francs CFA. Il est divisé en 1.000 actions de 10.000 francs CFA chacune.

Les actions de numéraire ont toutes été intégralement libérées.

Le siège social est fixé à la zone industrielle d'Oloumi, boîte postale 2181 à Libreville.

La société a pour objet :

- l'élaboration, la conception, la fabrication et la distribution de matériels et logiciels informatiques;
- la mise en place de tous types de services intégrés, notamment la mise en œuvre de tous réseaux permettant le transport d'information;
- la constitution et la commercialisation de fichiers de données;
- les conseils et services en informatique, en nouvelles technologies et télécommunications;
- la distribution de matériels d'ascenseur, escalators, travolators, ascenseurs panoramiques, et tout autre matériel mécanique;
- la maintenance, la modernisation, la réparation de ces matériels;
- la distribution de matériel de climatisation;
- l'élaboration, la conception et la distribution de réseaux de télécommunication;
- la distribution de matériel de bureautique;
- la maintenance des matériels, tous conseils et services liés aux objets ci-dessus;
- la conception et la réalisation de produits de presse, de publication et de diffusion liés directement ou indirectement aux objets ci-dessus, aussi bien par des moyens informatiques qu'au moyen de techniques dites traditionnelles;
- l'organisation et la tenue de foires, salons et manifestations similaires, dans des domaines liés aux objets ci-dessus;
- la création, l'acquisition, la location, la mise en gérance et l'exploitation de tous fonds de commerce;
- la participation, directe ou indirecte, dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, fusions, association en participation ou autrement;
- et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous autres objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter le développement.